

# TARTUFFES DE LA CHARITÉ ET DÉMISSION DE L'ÉTAT

I l n'est pas tout à fait vrai que, dans notre surréaliste polygone, chaque ramadan est accueilli avec la même ferveur qui lui est prêtée.

Terre accablée par le ressentiment à l'encontre des missionnaires de l'Etat qui ne surent pas protéger la paisible spiritualité des ancêtres, elle a fini par avoir un rapport ambigu avec la religion, chaque fois que celle-ci se mêle de politique. Ou, à l'inverse, quand la politique prétend régenter les âmes et les convictions personnelles.

Synthèse parfaite des outrances de la politique lorsqu'elle s'incruste dans la sphère privée, l'Algérie est devenue une loque morale. Un marais de piétisme grégaire, moutonnier et dont la mosquée est plus un refuge contre la singularité que la retraite pour la méditation solitaire. Bref, une religiosité sans foi réduite aux rituels des prières. Une misère morale proportionnelle à la clochardisation matérielle de la société. Si tant il est vrai que d'un ramadan à l'autre, le nombre des nécessiteux s'accroît au moment où les mosquées se multiplient et que l'Etat fait du principe de la charité, la philosophie de sa justice sociale !

Cela étant, pourquoi donc s'étonne-t-on que les Algériens ne font finalement que semblant de célébrer le divin jeûne ? Cette grâce octroyée, dit-on, aussi bien à celui qui pra-

tique assidûment qu'à celui qui n'est que «culturellement» musulman. Car au fin fond de son trouble et de ses inquiétudes, ce «mois» est d'abord un calvaire matériel essentiellement. En effet, il suffit d'inverser la formule qui le désigne pour mesurer le décalage entre le prétendu épanouissement spirituel qu'il appelle de ses vœux et les concrètes impasses matérielles qu'il génère.

«Mois sacré ou sacré mois» ? Tout est dans la position du qualifiant. Là il y a une sanctification d'un moment donné et ici il y a une subtile allusion à l'entourloupette que lui joue ce temps du calendrier ! Celle qui pousse aux ultimes extrémités le dénuement discret et secret des jours ordinaires... Les jours profanes.

Pour cette communauté mythifiée par le prêchi-prêcha, le ramadan est désormais vécu bien loin de la méditation et plus près du juron. Celui qui ponctue la colère des affamés obligés de compter au plus près leurs maigres ressources.

Dans ces conditions-là, l'on devine aisément que les réquisitoires ne peuvent que cibler les professionnels de l'action caritative dont la seule compassion se limite à la chorba populaire.

Or cette opération récurrente chaque ramadan irrite les gens de bon sens. Ceux-là ne voient en elle qu'un insupportable

détournement d'un respectable sentiment jusqu'à heurter la dignité. Les petites gens, sujets d'une sollicitude suspecte et trop bien datée (ramadan), n'ont-elles pas par longue habitude la misère discrète ? Et c'est parce que leur détresse est muette qu'elles hésitent à accepter cette ostentatoire «aide».

Ainsi, quand depuis des années, le même ministre de la République embouche des trompettes de la solidarité en l'indexant à la religion, il ne fait pas que confisquer la bonne foi du croyant, il fait pire dès l'instant où il donne aux devoirs de l'Etat une coloration religieuse.

A cette imposture, il ajoute l'obscénité du voyeur qui s'attable pour la bonne cause (l'opération médiatique) avec la détresse des SDF. Les f'tours du jeûne, ces hypocrites «restos du cœur» par où transitent les fausses bonnes consciences et ces couffins du «mois sacré» engrossés de lentilles grâce auxquels se concluent les marchés juteux relèvent en définitive d'un sens des affaires que les opportunités religieuses transforment en actes de «bienfaisance». D'ailleurs, autant les charités du carême que la collecte des zakat ne sont exemptées de suspicion. De plus, par son caractère répétitif à chaque ramadan, cette opération de solidarité ne souligne-t-elle pas

justement la carence des pouvoirs publics incapables de dépasser ce cadre religieux et imaginer une sorte de revenu d'insertion sociale (RIS) pérenne qui serait en même temps le tableau de bord de l'emploi.

Dans un pays, où la paupérisation met en exergue la faillite d'un Etat paradoxalement riche, continuer à faire de la soupe populaire la parade au désespoir relève évidemment du non-sens en politique.

La charité même bien ordonnée n'est pas la bonne perche pour réinstaller la dignité. De même que le concept galvaudé de «solidarité» n'a pas pour corollaire l'assistantat seulement. En termes économiques, celle-là renvoie au devoir de régulation. Celui qui consiste à fixer les seuils de la tolérance entre les niveaux de vie... En somme, une échelle de la redistribution en termes de revenus et donc la socialisation des richesses.

Si le mois de ramadan a «bon cœur», est-il pour autant politiquement pertinent pour faire l'éloge du volontarisme de l'Etat ? La mobilisation tapageuse de l'appareil d'Etat à la veille de ce mois uniquement induit une double interprétation. La première est que celui-là est seulement préoccupé par la récupération d'un credo religieux, la seconde est qu'il est indifférent foncièrement à la



Par Boubakeur Hamidechi  
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

question de la pauvreté. Or, l'indigence d'un pan important de la société est avant tout un délit de gouvernement et la marque infamante d'une mauvaise République.

Ainsi, lorsqu'un pouvoir ne se manifeste sur la question que lors des «saisons de la foi», on est alors en droit de s'interroger sur sa capacité à gérer sainement les affaires de la cité. Toutes les affaires. En effet, on ne fait pas reculer la misère chronique et on n'adoucit pas les attentes des chômeurs en multipliant les soupes populaires.

La compassion ramadanesque n'est pas une thérapie. Comme on ne fait pas de bonne littérature avec de bons sentiments, on ne peut pas faire dans la justice sociale avec les bonnes œuvres de la religion. Comme quoi, les tartuffes de la charité ne sont jamais de bons conseillers dans ce domaine.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## BLASPHEME ÉCONOMIQUE !

La maladie mystérieuse qui fait des ravages à Sétif a enfin été identifiée.

La vitesse !

Passe encore sur le fait que le ministre du Commerce aille en personne procéder à la réouverture d'un marché couvert. On a vu pire. Passe encore sur le fait qu'il ne s'agissait pas de l'inauguration d'un nouveau marché, mais juste de la réouverture de l'ancien, après des travaux de réfection, comme le signalaient jeudi nos confrères de *Liberté*. Passe sur tout cela. Mais que le même ministre lors de la même «cérémonie» accable les consommateurs, les citoyens, leur mettant sur le dos les hausses vertigineuses des prix constatées en ce début de ramadan, là, ça ne passe plus du tout. Monsieur le ministre trouve que ce sont les habitudes de consommation effrénées des Algériennes et des Algériens qui boostent les prix et flambent le marché. Si vous mettez ce genre de déclarations sous les yeux d'un étudiant en économie (première année), il manquera de s'étouffer... de rire. Je ne vous parle même pas d'un économiste chevronné qui tomberait accidentellement (un accident forcément malheureux) sur les propos de Monsieur Djaâboub. Ça lui couperait la chique. Je ne suis pas spécialiste des questions économiques. Et ce n'est pas peu

dire. Mais j'ai souvenance de quelques cours de vénérables professeurs dans l'amphithéâtre Benbaâtouché en Faculté centrale dans les années 1980, amphi où j'ai été amené à promener mon ennui et mon ignorance quelques semestres, avant arabisation totale, et de ces séances-là, j'ai tout de même gardé quelques substrats. Comme l'intérêt des économies de marché à susciter, à favoriser, à chouchouter la consommation comme moteur de la relance. Plus près de nous, l'un des casse-têtes des cabinets de conseils et des cabinets ministériels de pays aussi développés que les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France, réside justement dans cette question : «Comment relancer la consommation ?» Etant entendu, bien sûr, que cette relance agit par la suite sur les prix et donc sur le pouvoir d'achat. Comment alors, au moment où la partie de la planète qui réfléchit sue du paletot pour amener à consommer plus, chez nous, dans la partie de la planète où certains ont apparemment oublié de réfléchir, on peut venir ainsi reprocher «la frénésie de consommation» des citoyens ? C'est un anachronisme. C'est une aberration économique. Le genre d'aberrations qui, décidément, nous condamnent à fumer encore longtemps du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.